

Cyberdissidence : du vacarme au brouhaha

Entretien

Belgo tunisien de 28 ans, Sofiane Bel Haj a mené sa révolution via Facebook, à partir de 2005, depuis son kot à Ixelles. Anonyme, courageux, peut-être un brin idéaliste (sa page s'intitule « *I have a dream : une Tunisie démocratique !* »), en tous cas lucide. Dans le silence plombé par la dictature de Ben Ali, Sofiane Bel Haj et d'autres dizaines de cyberactivistes ont provoqué un vacarme assourdissant.

AI : Comment vivez-vous votre métissage belgo tunisien ? Ou comment vous le fait-on vivre ?

Sofiane Bel Haj : Mon parcours est celui d'un enfant mixte, de mère belge et de père tunisien, ayant vécu en Tunisie jusqu'à l'âge de 20 ans. Je suis arrivé à Bruxelles en 2003 pour y poursuivre mes études. Je connais donc le parcours cyclique de ce qu'on appelle « moitié, moitié ». La mixité offre cet avantage de pouvoir distinguer le normal du relatif. Autrement dit, des normes sociales propres à un groupe peuvent être admises comme normales pour quelqu'un qui n'en connaît pas d'autres, mais peuvent être relatives pour quelqu'un qui appartient à une autre culture. Mais la mixité s'accompagne aussi de difficultés identitaires.

Là-bas, j'ai grandi dans un petit patelin où j'étais une attraction en tant que « fils de l'étrangère », constamment différencié par rapport au groupe. Enfant, j'aurais voulu être parmi les autres et non considéré à part. J'ai ressenti une mise entre parenthèses, dont j'ai beaucoup souffert à l'adolescence. On signalait toujours ma différence. Les exemples sont nombreux et ordinaires : dans un café, si le groupe discutait de problèmes d'avenir, je n'avais quasiment pas le droit de donner mon avis parce que je possédais le précieux sésame du passeport rouge qui me permettrait d'aller piocher de l'argent du bon côté de la Méditerranée. Je subissais une sorte de discrimination positive : on ne me considérait pas comme égal vu que j'avais un bonus qui me rendait supérieur aux autres. C'était lourd à porter. A l'adolescence, j'avais des cheveux longs, des piercings etc. J'étais très européenisé dans ma façon de penser et dans mon attitude. Je ne pensais qu'à une chose : finir mes études en Tunisie pour venir enfin « chez moi » et ne plus me sentir différent.

AI : Et « chez vous », c'était en Belgique.

Sofiane Bel Haj : Oui... où j'ai reçu la claque inverse : la discrimination négative. On m'a fait sentir que mon côté maghrébin est un handicap. Les anecdotes racistes sont tellement nombreuses que j'ai redécouvert mon côté tunisien. Finalement, de quoi me plaignais-je en Tunisie ? Là-bas, au moins, si on ne me considérait pas comme égal, on savait que ma double appartenance était une richesse. Ici, malheureusement, j'étais mal à l'aise. Je me présentais dans des bureaux d'intérim,

discutant avec l'employé pendant une demi-heure, lequel, en lisant mon CV que je lui tendais, lâchait soudain : « *C'est votre nom, ça ?* ». Tout d'un coup, un problème surgissait ! Ou encore, devant moi, on rayait au stylo la ligne de mon CV qui précisait ma maîtrise parfaite de l'arabe, comme si cette langue ne servait à rien. Bref, la grande désillusion. J'ai vite compris que mon intégration ici serait très dure. C'est ce qui m'a notamment poussé à militer pour refaire un retour dans l'autre sens en partant d'un constat : en Europe, les sociétés fonctionnent bien d'un point de vue institutionnel et démocratique, mais avec un état d'esprit peu porté à la cohésion sociale, alors qu'en Tunisie, les gens vivent dans un meilleur esprit de cohésion sociale, mais sans arriver à pratiquer la démocratie. C'est à partir de ce constat que j'ai commencé à m'investir, à Bruxelles puis en rentrant en Tunisie en 2009.

AI : Le choix de vos études en sciences politiques n'est pas le fruit du hasard...

Sofiane Bel Haj : Tout jeune, je préférais les informations aux dessins animés. C'était le moment privilégié que je partageais avec mon père. Mais quand j'ai commencé à étudier les sciences politiques, j'ai ressenti une véritable frustration : en tant qu'Arabe, je savais que je ne pourrai pas progresser ni excercer dans ce domaine, ni ici à Bruxelles à cause des discriminations à l'emploi, ni là-bas en Tunisie où le jeu de pouvoir était féodal. Je savais que ces études allaient me passionner mais que je finirai par me retrouver dans cette réalité de totale inutilité. Au bout de trois ans, j'ai abandonné ces études, d'autant plus que je

commençais à subir certaines pressions du consulat à Bruxelles, après avoir participé à des conférences sur les libertés en Tunisie organisées à l'ULB. J'étais un des rares qui n'avait pas peur et qui intervenait dans ces conférences. J'ai donc été repéré en 2005... Mon père a commencé à avoir des problèmes judiciaires en Tunisie. Jusqu'au jour où un diplomate m'a approché pour m'expliquer que je n'étais pas totalement déconnecté des soucis de mon père. En conséquence : « *Tu te mêles de ce qui te regarde !* ». J'ai arrêté d'assister à ces conférences pour éviter toutes répercussions, et j'ai commencé à chercher un autre moyen d'entrer en dissidence.

C'est à cette époque que je me suis intéressé de près à la cyberdissidence qui offrait l'énorme avantage de l'anonymat. L'anonymat m'a servi pour dépasser ma mixité vu que le personnage que j'avais créé, Hamadi Kaloutch (l'équivalent d'un Michel Dupont ici), est tuniso-tunisien. Ce nom d'emprunt m'évitait ce procès d'intention habituel sur ma nationalité belge. Une crainte qui n'était pas pur fantasme : le jour où un collectif sur Internet a rédigé un article sur mon arrestation, la première des réactions, probablement d'un cyberflit, fut de « dénoncer » ma nationalité belge pour me discréditer ! Cette réaction prouve que si j'avais créé un blog à mon vrai nom, on aurait commencé, dès mes premières lignes, à m'attaquer personnellement et sur ma famille, sans même prendre en compte mon argumentaire. Or anonyme, je peux écrire tout ce que je veux. Celui qui veut me contredire doit répondre à mon argumentaire et non m'attaquer personnellement.

AI : Où avez-vous démarré vos activités de cyberdissidence ?

Sofiane Bel Haj : C'est dans mon kot à Ixelles que j'ai commencé à étudier ce que produisait le cyberactivisme, à discerner les points positifs mais aussi les manquements. Je me suis aussi intéressé aux cybermillitances sur Facebook. J'ai trouvé que les activistes attaquaient trop souvent la famille Ben Ali sur ses faits et gestes, et pas assez le système. Beaucoup se lançaient dans une attaque frontale de la dictature mais sans proposer une alternative, et se retrouvaient vite décrédibilisés par l'absence de solutions et de réflexions mûres pour arriver à la démocratie. Philosophiquement, je préfère me battre pour une cause. Etre en faveur d'une cause nous oblige à réfléchir par quoi remplacer la dictature. Je me suis donc davantage battu pour une démocratie que contre la dictature. Mes études en sciences politiques m'ont donné les arguments pour défendre cet idéal.

AI : Dans ce réseau de dissidence, aviez-vous des liens rapprochés avec d'autres Belgos tunisiens ?

Sofiane Bel Haj : Les Belgos tunisiens de parents mixtes sont rares, et la communauté tunisienne est petite ; nous nous connaissons entre nous, sur base de la réputation des uns et des autres. Je faisais partie des personnes *non grata* avec qui il ne fallait surtout pas s'afficher parce que j'étais considéré comme un élément dangereux. Dangereux parce



que je disais tout simplement ce que je pensais et que je défendais mes idées. Alors que beaucoup préféreraient fermer les yeux pour ne pas causer de soucis à leur famille restée au pays, ou, de manière plus pernicieuse, pour ne pas perdre leurs propres privilèges du fait de leur soutien au système de Ben Ali, ou encore pour pouvoir retourner en Tunisie tous les étés en grosse voiture et s'afficher ainsi en modèle de réussite sociale. Il faut aussi savoir que la famille Ben Ali et sa mafia au pouvoir étaient très ancrées à Bruxelles. L'aînée des filles de Ben Ali est née à Bruxelles ; un des gendres possède une maison à la Porte de Namur. Certains membres de la diaspora essayaient donc de tisser une amitié avec ce clan.

Par la suite, j'ai découvert d'autres cyberactivistes tunisiens en Belgique. Mais nous ne pouvions pas nous connaître, simplement parce que je n'ai jamais confié mon activité, vu le danger. En nous connectant, ils connaissaient mon profil, je connaissais le leur. C'est par la suite, après le 14 janvier 2011 [date à laquelle le président Ben Ali quitte la Tunisie], que j'ai découvert que l'un vivait à Bruxelles, l'autre à Liège... ce que j'étais loin de soupçonner.

AI : Quels sont les différents profils des cyberactivistes ?

Sofiane Bel Haj : Il existe un large éventail de cyberactivistes. Ça part de celui qui évoque des sujets le touchant personnellement, jusqu'à celui qui entreprend de fouiller le fond des questions et qui se veut ouvertement cyberactiviste. Pour ces derniers, nous ne sommes pas des masses : y compris pour les activistes en Tunisie, nous devons représenter une centaine de personnes à partir desquelles se sont greffées des ramifications. En effet, des cyberactivistes ont réussi à convaincre d'autres personnes à dépasser un peu la ligne rouge, sans aller aussi loin que le noyau dur. Ce noyau dur était animé principalement par la diaspora.

Parmi les autres profils, on trouve aussi le cas de Faouzi Mahbouli, un homme d'affaires qui, au départ, n'est pas militant pour un sou. Il occupait un poste de direction en Italie dans la chaîne Bricorama. Il souhaitait installer cette chaîne en Tunisie. Il retourne donc pour étudier le terrain. Il comprend vite que, sans l'appui de la famille Trabelsi, un tel projet ne pourrait pas voir le jour. Aussi devient-il très ami avec l'un des neveux du président qui montre de l'intérêt pour son projet. Le neveu lui propose un marché : il s'occupe des autorisations, et Mahbouli injecte l'argent. Mahbouli accepte ; l'affaire avance : ils achètent un terrain, font construire, et le jour de l'inauguration, Mahbouli... se fait embarquer par la police ! Il passe une semaine au commissariat. Relâché, il se dirige directement vers le magasin où les agents de sécurité ne le laissent pas entrer. Sans encore comprendre ce qui lui arrive, il se rend au tribunal pour retirer les papiers de l'affaire. Il y découvre que son nom est biffé de toute la paperasse. Autrement dit, il a été lésé de tout son investissement. Mais ayant

fréquenté ce neveu, il connaît certains dessous de l'histoire. A partir de son exil en France, il commence à révéler des informations sur cette famille. Il tisse une toile entre activistes, avec la vengeance personnelle pour objectif. Il a ainsi réussi à asséner des coups à ce régime, tant et si bien que des émissaires lui ont donné rendez-vous dans un parking en France pour lui remettre une mallette de billets, dont la somme correspondait à l'investissement qu'il avait versé. Sous-entendu : « *Voici ton argent, maintenant tais-toi* ». Mahbouli a pris l'argent, mais a continué à écrire... jusqu'au jour où, sur une autoroute française, on a tiré sur sa voiture. Heureusement, il n'a pas été atteint. Voici donc un homme devenu cyberactiviste non pas pour des raisons patriotiques. Or, son action a porté des fruits et a entraîné des jeunes et moins jeunes à le suivre. Pour ma part, son travail a représenté une source. Mais c'est par rapport à des personnes comme F. Mahbouli que j'ai constaté que beaucoup dénoncent sans rien proposer.

Chacun avait ses raisons, semble-t-il... chacun suivait son chemin. Il faut aussi se rappeler que les réseaux sociaux n'ont pas les mêmes approches selon le contexte politique du pays. En Europe, la liberté d'expression existe. Mais en Tunisie, tout était verrouillé, tout sauf cette petite ouverture. Des Tunisiens sont devenus progressivement cyberactivistes à partir du blog où ils racontaient leur vie. Puis ils se sont vus censurés un jour parce qu'ils avaient évoqué un problème de vie quotidienne, considéré comme politique. Du coup, face à la censure, ils ont gagné en virulence. Ont été à nouveau censurés. Le crescendo peut les rendre hyper activistes. Si les raisons des cyberactivistes sont très variées, elles présentent toutefois un point commun : aucun opposant politique n'a été cyberactiviste. Cela veut dire que nous n'avons pas fait nos armes dans la dissidence avant de devenir cyberdissident. Nous avons avancé de notre côté, sans aucune formation de nos anciens opposants ou résistants.

AI : Vu l'outil de communication, les cyberdissidents sont-ils en majorité jeunes comme vous ?

Sofiane Bel Haj : Certes, les jeunes représentent la majorité. Pourtant, des personnes d'un certain âge ont compris qu'il fallait exploiter cet outil assez subversif. Notre doyen a 62 ans. Malheureusement, nos opposants politiques nous ont considérés comme des Martiens et se sont coupés de leur base. Ils appartiennent à une autre génération dont les cerveaux sont formatés par rapport aux nouvelles technologies. Ils n'y croient pas.

AI : Avez-vous une vision sur la répartition hommes-femmes des cyberactivistes ?

Sofiane Bel Haj : Il faudrait entreprendre une recherche pour essayer de la quantifier. Mais à mon sens, on ne doit pas être loin du fifty, fifty. Il y avait d'autant plus de filles et

de femmes que le risque était amoindri du fait d'être une femme. En effet, le pouvoir osait moins arrêter une femme qu'un homme, même dans le cyber activisme. Bien que Fatima Labica ait été arrêtée en 2009, suite à un ordre du président de la République en personne. Lorsque nous avons comparé ce que nous avons subi, les formes de torture étaient différentes : alors que j'ai reçu des coups de poings, elle n'a pas été violentée. En revanche, des policiers tabassaient un détenu devant ses yeux... Les caciques osaient d'autant moins avec les femmes que Ben Ali misait sur la carte de l'émancipation de la femme en Tunisie. Il ne fallait surtout pas écorner cette image !

AI : Au moment de votre arrestation par la cyberpolice à Tunis le 6 janvier 2011, des réseaux sociaux de ce côté-ci de la Méditerranée ont-ils réagi pour vous soutenir ?

Sofiane Bel Haj : Il existe une sympathie automatique dans le réseau des blogueurs internationaux. Par exemple, j'ai déjà publié mon soutien à des blogueurs qui se faisaient arrêter en Chine ou en Iran. Même si je ne connais pas le sujet de leur blog, je sais tout simplement qu'ils ont été arrêtés pour s'être exprimés sur le web. Ce sont nos semblables ! On se comprend. C'est comme un journaliste lorsqu'il se fait arrêter : tous ses pairs sont solidaires.

Donc, lors de mon arrestation : oui, beaucoup de blogueurs se sont ralliés dans un élan de solidarité. Ça a été magnifique, après cette solitude durant mon incarcération où j'étais coupé du monde. Dès que je suis sorti, ma femme m'a appris que Google comptait des centaines de pages avec des signaux d'alerte un peu partout dans le monde !

AI : Quels rôles les réseaux sociaux et les cyberactivistes jouent-ils encore aujourd'hui ?

Sofiane Bel Haj : Nous continuons à être les pionniers dans l'information. Il n'y a pas une information qui paraisse dans un journal sans qu'elle ne soit publiée la veille sur Facebook. La production s'articule très simplement : des témoins relatent sur leur Facebook ce qu'ils ont vu, et l'effet boule de neige continue le reste pour diffuser cette information. C'est du maintenant tout de suite. Aujourd'hui en Tunisie, le rôle des réseaux sociaux change, dans le sens où désormais tout le monde s'exprime sur les sujets politiques. Auparavant, tout le monde s'exprimait, mais en évitant les sujets politiques. La politique était donc la propriété du cyberactivisme.

Paradoxalement, c'est la cyberpolice qui nous a permis de développer une déontologie très comparable à la déontologie journalistique, dans le sens où nous vérifions chaque information. Au lendemain du 14 janvier, quand il devenait soudain simple de parler de politique, beaucoup se sont lancés sur les réseaux, mais sans respecter aucune déontologie. D'où la difficulté aujourd'hui pour les anciens

de la cyberdissidence de continuer à exister dans ce brouhaha général. Le sérieux de notre travail est reconnu. Tout en restant sur notre terrain, il nous faut trouver une façon de réémerger et de proposer une alternative à tout ce brouhaha. Aujourd'hui, il est devenu possible de nous organiser en association de blogueurs tunisiens. Ce qui nous permettra de repartir sur nos bases, de réétudier ce qui a fait nos points forts pour essayer d'en faire profiter d'autres, et surtout de promouvoir notre déontologie dans le blogging. Nous avons une réputation à défendre. Cependant, le financement ne sera pas facile. Certaines fondations internationales parmi nos interlocuteurs ne sont pas convaincues par l'intérêt du blogging, malgré le phénomène de mode. C'est en effet devenu sexy d'inviter un blogueur ou une blogueuse sur un plateau télé. Mais ont-ils compris pour autant la nécessité de continuer ce travail, et de promouvoir les anciens ? Non.

AI : Que peut la diaspora tunisienne dans la reconstruction et dans le soutien financier de nouvelles associations comme celle que vous voudriez fonder ?

Sofiane Bel Haj : Pour répondre, je voudrais citer l'exemple d'un fils d'immigré tunisien né en France, qui a toujours vécu et travaillé en France dans une boîte de production. Il a capté qu'il existait un manquement énorme dans ce domaine en Tunisie. Aujourd'hui, il part s'installer à Tunis pour monter sa boîte de production. Une immigration est en train de se passer dans l'autre sens. Tant d'arcanes de l'économie intouchables du temps de Ben Ali sont désormais à la portée de tous. Le retour de personnes qualifiées qui ont pu faire leur expérience à l'abri de tout ce disfonctionnement dictatorial aidera le pays à aller de l'avant. Les hommes d'affaires qui ont réussi à l'étranger n'osaient pas investir en Tunisie par peur de la mafia. Normalement, aujourd'hui, rien ne devrait les arrêter.

AI : Le cyberactivisme ne nourrit pas son homme... Comment gagnez-vous votre vie depuis que vous êtes rentré en Tunisie il y a deux ans ?

Sofiane Bel Haj : J'ai eu un boulot de subsistance dans un call center. A présent, je commence à travailler avec des journalistes étrangers, ce qui me permet de rester un électron libre et de me rapprocher le plus possible de ce qui m'a passionné : mener des enquêtes d'investigation, recouper les sources, etc. En Tunisie, le journalisme d'investigation n'a jamais existé. L'école de journalisme avait d'ailleurs arrêté d'enseigner le journalisme d'investigation depuis une dizaine d'années, fatiguée d'aller récupérer trois ou quatre étudiants par promotion qui se retrouvaient en prison... Il y a donc un vide à combler. ■

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli**